



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Order transferring to the
Department of Indian Affairs
and Northern Development the
control and supervision of the
portion of the federal public
administration in the
Department of Canadian
Heritage known as the Urban
Aboriginal Youth and
Community Programs Unit

Décret transférant au ministère
des Affaires indiennes et du
Nord canadien la responsabilité
à l'égard du secteur de
l'administration publique
fédérale qui fait partie du
ministère du Patrimoine
canadien et qui est connu sous
le nom de Unité des
programmes pour les jeunes et
les communautés autochtones
vivant en milieu urbain

SI/2012-12

TR/2012-12

Current to March 17, 2026

À jour au 17 mars 2026

Last amended on April 1, 2012

Dernière modification le 1 avril 2012

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to March 17, 2026. The last amendments came into force on April 1, 2012. Any amendments that were not in force as of March 17, 2026 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 17 mars 2026. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 avril 2012. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 17 mars 2026 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Order transferring to the Department of Indian Affairs and Northern Development the control and supervision of the portion of the federal public administration in the Department of Canadian Heritage known as the Urban Aboriginal Youth and Community Programs Unit

TABLE ANALYTIQUE

Décret transférant au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale qui fait partie du ministère du Patrimoine canadien et qui est connu sous le nom de Unité des programmes pour les jeunes et les communautés autochtones vivant en milieu urbain

Registration
SI/2012-12 March 28, 2012

**PUBLIC SERVICE REARRANGEMENT AND
TRANSFER OF DUTIES ACT**

Order transferring to the Department of Indian Affairs and Northern Development the control and supervision of the portion of the federal public administration in the Department of Canadian Heritage known as the Urban Aboriginal Youth and Community Programs Unit

P.C. 2012-286 March 12, 2012

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 2(a)^a of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*^b, hereby transfers to the Department of Indian Affairs and Northern Development the control and supervision of the portion of the federal public administration in the Department of Canadian Heritage known as the Urban Aboriginal Youth and Community Programs Unit, effective April 1, 2012.

Enregistrement
TR/2012-12 Le 28 mars 2012

**LOI SUR LES RESTRUCTURATIONS ET LES
TRANSFERTS D'ATTRIBUTIONS DANS
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

Décret transférant au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale qui fait partie du ministère du Patrimoine canadien et qui est connu sous le nom de Unité des programmes pour les jeunes et les communautés autochtones vivant en milieu urbain

C.P. 2012-286 Le 12 mars 2012

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a)^a de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil transfère au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale qui fait partie du ministère du Patrimoine canadien et qui est connu sous le nom de Unité des programmes pour les jeunes et les communautés autochtones vivant en milieu urbain.

Cette mesure prend effet le 1^{er} avril 2012.

^a S.C. 2003, c. 22, s. 207

^b R.S., c. P-34

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 207

^b L.R., ch. P-34